

tant entre deux ans et le total des périodes de stage accomplies dans des services cliniques et dans des cabinets de médecine générale ou centres de soins primaires.

- 2.4.1. La pratique médicale accompagnée est exercée par le médecin dans son propre cabinet.
- 2.4.2. S'il le souhaite, le médecin peut exercer sa pratique médicale accompagnée dans le cabinet de son maître de stage. Le médecin doit alors participer activement aux activités du cabinet de son maître de stage. Il a de ce chef droit à une rémunération équitable.
- 2.4.3. La pratique médicale accompagnée peut également consister, en partie, en stages d'un à six mois, avec un maximum de douze mois au total, que le candidat a le choix de suivre dans des services hospitaliers et des services médico-sociaux agréés à cet effet par le Ministre sur avis du Conseil supérieur des Médecins spécialistes et des Médecins généralistes. Entrent en considération pour ces stages, entre autres, les services de médecine interne, chirurgie, gynécologie-obstétrique, pédiatrie, neurologie, psychiatrie, orthopédie, rhumatologie, urologie, otorhinolaryngologie, ophtalmologie, dermatologie, ainsi que des services de médecine scolaire ou de médecine du travail, consultation prénatale, consultation de nourrissons, services de gériatrie ou de soins urgents.
- 2.5.1. Durant la période de pratique médicale accompagnée, les médecins entretiendront des contacts réguliers avec leur maître de stage.
- 2.5.2. Ils assisteront également régulièrement à des séminaires conduits par un maître de stage. A ces séminaires les médecins pourront soumettre et faire examiner leurs problèmes médicaux. Chaque médecin est tenu à une présence minimum d'une moyenne de 40 heures par an à ces séminaires.
- 2.6. L'exercice de la médecine dans le cadre de la formation spécifique, doit constituer l'activité principale du médecin. Cet exercice de la médecine, tant en dehors qu'en milieu hospitalier doit être ininterrompu et avoir lieu en Belgique.
- 2.7. Certaines dérogations aux trois conditions énumérées au 2.6. peuvent être accordées à titre exceptionnel et pour des motifs personnels, par le Ministre, sur avis de la chambre compétente de la Commission d'agrément. La durée totale de la formation spécifique ne peut en aucun cas être abrégée.
- 2.8. Le médecin agrégé comme médecin-spécialiste qui renonce à cette agrégation et qui demande une agrégation comme médecin-généraliste répond aux exigences de la pratique médicale accompagnée, s'il exerce celle-ci pendant une période déterminée et selon les modalités définies à cet arrêté. Cette période sera fixée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 21 avril 1983 en tenant compte de la formation comme spécialiste déjà suivie et de l'expérience professionnelle déjà acquise. En total elle durera au moins une année et elle comprendra une pratique professionnelle exercée dans le cabinet d'un maître de stage agrégé d'au moins six mois.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1987.

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

gedeelte overeenkomt met het dubbele van het verschil tussen twee jaar en het totaal van de samengevoegde stages in klinische diensten en in huisartspraktijken of centra voor eerstelijnszorg.

- 2.4.1. De begeleide beroepspraktijk wordt door de geneesheer uitgeoefend in zijn eigen kabinet.
- 2.4.2. Zo hij dit wenst, kan de geneesheer zijn begeleide beroepspraktijk uitoefenen in het kabinet van zijn stagemeester. De geneesheer moet dan actief deelnemen aan de werkzaamheden van de praktijk van zijn stagemeester. Hij heeft uit dien hoofde recht op een billijke vergoeding.
- 2.4.3. Komen ook in aanmerking als begeleide beroepspraktijk : stages van één tot zes maanden, in totaal maximum twaalf maanden, in daartoe erkende ziekenhuisdiensten en medisch-sociale diensten naar keuze van de kandidaat. Deze diensten worden daartoe erkend door de Minister na advies van de Hoge Raad van Geneesheren-Specialisten en van Huisartsen. Daarvoor komen o.m. in aanmerking, heelkunde, verloskunde-gynécologie, kindergeneeskunde, neurologie, psychiatrie, orthopedie, reumatologie, urologie, otorhinolaryngologie, oftalmologie, dermatologie, evenals diensten van schoolgeneeskunde of arbeidsgeneeskunde, prenatale raadpleging, raadpleging voor zuigelingen, diensten voor geriatrie of voor spoedopname.
- 2.5.1. Tijdens de periode van begeleide beroepspraktijk zullen de geneesheren regelmatig contact houden met hun stagemeester.
- 2.5.2. Zij zullen ook regelmatig deelnemen aan seminaries onder de leiding van een stagemeester. Op deze seminaries kunnen de geneesheren hun medische problemen voorleggen en laten bespreken. Een minimum aanwezigheid van gemiddeld 40 uren per jaar op deze seminaries wordt van elke geneesheer vereist.
- 2.6. De uitoefening van de geneeskunde, in het raam van de specifieke opleiding, moet de hoofdactiviteit van de geneesheer uitmaken. Deze uitoefening van de geneeskunde, zowel binnen als buiten het ziekenhuis, moet ononderbroken zijn en in België gebeuren.
- 2.7. Bepaalde afwijkingen op de drie vereisten, vermeld onder 2.6., kunnen bij uitzondering en voor persoonlijke aangelegenheden toegestaan worden door de Minister na advies van de bevoegde kamer van de erkenningscommissie. In geen geval mag de totale duur van de specifieke opleiding worden verkort.
- 2.8. De geneesheer erkend als geneesheer-specialist die aan die erkenning verzaakt, en die een erkenning als huisarts aanvraagt, voldoet aan de vereisten van de begeleide beroepspraktijk, indien hij die, gedurende een bepaalde periode en volgens de door dit besluit vastgestelde modaliteiten, uitoefent. Die periode wordt vastgesteld, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 april 1983, rekening houdend met de reeds gevolgde opleiding als specialist en met de reeds verworven beroepservaring. Zij zal in totaal ten minste één jaar bedragen en ten minste zes maanden beroepsuitoefening in het kabinet van een erkend stagemeester bevatten.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 1 december 1987.

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 87 — 2404

27 AOUT 1987. — Arrêté de l'Exécutif
modifiant l'arrêté royal du 12 octobre 1964 réglant la fréquence et les modalités des examens médicaux
et fixant les conditions d'exercice de l'Inspection médicale scolaire

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 21 mars 1964 sur l'Inspection médicale scolaire, notamment l'article 3;

Vu le décret du 5 novembre 1986 modifiant la loi du 21 mars 1964 sur l'Inspection médicale scolaire et abrogeant le décret du 1er juillet 1982 modifiant l'article 5, § 1^{er}, 2^o, A, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 12 octobre 1964 réglant la fréquence et les modalités des examens médicaux et fixant les conditions d'exercice de l'Inspection médicale scolaire;

Vu l'arrêté royal du 12 octobre 1964 réglant la fréquence et les modalités des examens médicaux et fixant les conditions d'exercice de l'Inspection médicale scolaire, modifié par les arrêtés royaux du 22 août 1968, du 23 octobre 1969, du 11 décembre 1972, du 10 décembre 1974 et du 31 janvier 1977 et par les arrêtés de l'Exécutif du 29 novembre 1982 et du 10 juillet 1985, notamment les articles 4 et 5;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'avis du 13 août 1987 de l'Inspecteur des Finances;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de notre Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes et vu notre délibération du 27 août 1987,

Arrêtons :

Article 1er. Dans l'arrêté royal du 12 octobre 1964 réglant la fréquence et les modalités des examens médicaux et fixant les conditions d'exercice de l'Inspection médicale scolaire, modifié par les arrêtés royaux du 22 août 1968, du 23 octobre 1969, du 11 décembre 1972, du 10 décembre 1974 et du 31 janvier 1977 et par les arrêtés de l'Exécutif du 29 novembre 1982 et du 10 juillet 1985, l'article 5, § 1er, 2^o, A, alinéa 1er, abrogé par le décret du 5 novembre 1986, est rétabli dans la rédaction suivante :

« A. — Sur les élèves.

Une épreuve de sensibilité cutanée à la tuberculine est pratiquée au cours de chacune des années suivantes :

- 1^o première année de l'enseignement primaire;
- 2^o première année de l'enseignement secondaire;
- 3^o troisième année de l'enseignement secondaire;
- 4^o sixième année de l'enseignement secondaire.

L'épreuve est obligatoire sauf pour les élèves qui recommencent une année d'étude ou qui changent d'école après avoir subi l'épreuve.

Toutefois, le médecin chef de l'équipe de l'Inspection médicale scolaire peut différer l'épreuve s'il l'estime opportun ou lorsqu'il a reçu un certificat attestant une contre-indication momentanée.

Le certificat doit être motivé, daté et signé par le médecin; il doit mentionner la durée pendant laquelle l'épreuve est contre-indiquée.

Le médecin chef de l'équipe de l'Inspection médicale scolaire se consulte avec l'auteur du certificat conformément à la déontologie médicale.

S'il n'arrive pas à se mettre d'accord avec lui sur la nécessité de l'épreuve ou sur son remplacement par une autre technique appropriée, la décision de ne pas faire subir l'épreuve est laissée à la responsabilité du médecin traitant. Le médecin traitant certifie dans ce cas que l'enfant ne met pas en danger la santé d'autrui.

L'épreuve est pratiquée par injection intradermique ou par toute méthode autre que celle qui utilise un timbre imbibé de tuberculine ou qui consiste en une imprégnation transcutanée de pommade à la tuberculine. »

Art. 2. L'article 5, § 1er, 4^o, du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« 4^o Les parents ou le tuteur des élèves mineurs, les élèves majeurs ou les membres du personnel sont informés quinze jours au moins à l'avance, de la nature, du jour, de l'heure et du lieu des examens. »

Art. 3. Le décret du Conseil de la Communauté française du 5 novembre 1986 modifiant la loi du 21 mars 1964 sur l'Inspection médicale scolaire et abrogeant le décret du 1er juillet 1982 modifiant l'article 5, § 1er, 2^o, A, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 12 octobre 1964 réglant la fréquence et les modalités des examens médicaux et fixant les conditions d'exercice de l'Inspection médicale scolaire, entre en vigueur à la même date que le présent arrêté.

Art. 4. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 décembre 1986 est rapporté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1987.

Art. 6. Le Ministre de la Communauté française qui a la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 août 1987.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,

A. BERTOUILLE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 87 — 2404

27 AUGUSTUS 1987. — Besluit van de Executieve tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 oktober 1964 waarbij wordt geregeld hoe dikwijls en op welke wijze de geneeskundige onderzoeken worden verricht en onder welke voorwaarden het medisch schooltoezicht wordt uitgeoefend

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het decreet van 5 november 1986 tot wijziging van de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht en tot opheffing van het decreet van 1 juli 1982 tot wijziging van artikel 5, § 1, 2^o, A, lid 1, van het koninklijk besluit van 12 oktober 1964 waarbij wordt geregeld hoe dikwijls en op welke wijze de geneeskundige onderzoeken worden verricht en onder welke voorwaarden het medisch schooltoezicht wordt uitgeoefend;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 oktober 1964 waarbij wordt geregeld hoe dikwijls en op welke wijze de geneeskundige onderzoeken worden verricht en onder welke voorwaarden het medisch schooltoezicht wordt uitgeoefend, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 augustus 1968, van 23 oktober 1969, van 11 december 1972, van 10 december 1974 en van 31 januari 1977 en bij de besluiten van de Executieve van 29 november 1982 en van 10 juli 1985, inzonderheid op de artikelen 4 en 5;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve,

Gelet op het advies van 13 augustus 1987 van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van onze Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand en gelet op onze beraadslaging van 27 augustus 1987,

Besluiten :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 12 oktober 1964 waarbij wordt geregeld hoe dikwijls en op welke wijze de geneeskundige onderzoeken worden verricht en onder welke voorwaarden het medisch schooltoezicht wordt uitgeoefend, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 augustus 1968, van 23 oktober 1969, van 11 december 1972, van 10 december 1974 en van 31 januari 1977 en bij de besluiten van de Executieve van 29 november 1982 en van 10 juli 1985, wordt artikel 5, § 1, 2^b, A, lid 1, opgeheven bij het decreet van 5 november 1986, opnieuw ingevoerd, luidend als volgt :

« A. Bij de leerlingen.

Er wordt een huidproef op tuberculinegevoeligheid verricht tijdens elk van de volgende jaren :

1^o eerste jaar van het lager onderwijs;

2^o eerste jaar van het secundair onderwijs;

3^o derde jaar van het secundair onderwijs;

4^o zesde jaar van het secundair onderwijs.

De proef is verplicht, behalve voor de leerlingen die een studiejaar overdoen of die van school veranderen nadat ze de proef hebben ondergaan.

De geneesheer-hoofd van de equipie voor medisch schooltoezicht mag echter de uitvoering van de proef uitsstellen indien hij het aangewezen acht of wanneer hij een getuigschrift heeft ontvangen dat het bewijs levert van een momentele contra-indicatie.

Het getuigschrift moet met redenen omkleed zijn, gedagtekend en ondertekend door de geneesheer; het moet de duur vermelden tijdens welke er voor de proef contra-indicatie is.

De geneesheer-hoofd van de equipie voor medisch schooltoezicht beraadt zich met de persoon die het getuigschrift heeft afgegeven overeenkomstig de medische plichtenleer.

Indien hij het met hem niet eens kan worden over de noodzaak de proef te verrichten of ze door een andere geschiktte techniek te vervangen, wordt de beslissing de proef niet te doen ondergaan aan de behandelend geneesheer overgelaten.

De behandelend geneesheer bevestigt in dit geval dat het kind de gezondheid van anderen niet in gevaar brengt.

De proef wordt verricht door intradermo-injectie of volgens elke andere methode, met uitsluiting van die welke door een pleister of door percutane impregnatie met tuberculinezalf worden uitgevoerd. »

Art. 2. Artikel 5, § 1, 4^o, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door wat volgt :

« 4^o De ouders of de voogd van de minderjarige leerlingen, de meerderjarige leerlingen of de leden van het personeel worden ten minste veertien dagen van tevoren ingelicht omtrent de aard, de dag, het uur en de plaats van de onderzoeken. »

Art. 3. Het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 5 november 1986 tot wijziging van de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht en tot opheffing van het decreet van 1 juli 1982 tot wijziging van artikel 5, § 1, 2^o, A, lid 1, van het koninklijk besluit van 12 oktober 1964 waarbij wordt geregeld hoe dikwijls en op welke wijze de geneeskundige onderzoeken worden verricht en onder welke voorwaarden het medisch schooltoezicht wordt uitgeoefend, treedt in werking op dezelfde datum als dit besluit.

Art. 4. Het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 11 december 1986 wordt ingetrokken.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1987.

Art. 6. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 augustus 1987.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

A. BERTOUILLE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 87 — 2405 (87 — 1747)

17 SEPTEMBRE 1987

Arrêté de l'Exécutif modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1972
relatif à la protection des oiseaux. — Errata

Au *Moniteur belge* du 29 septembre 1987, à la page 14177, à la première ligne de l'article 3, il y a lieu de lire : « Les sept premières lignes du § 1^{er} de l'article 4 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 sur la protection des oiseaux » au lieu de « Le premier alinéa du § 1^{er} de l'article 4 ... ».

A la fin du même article il y a lieu d'ajouter : « L'avant-dernier alinéa du § 1^{er} de l'article 4 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 sur la protection des oiseaux est supprimé. »